

Ordonnance instituant des mesures à l'encontre de certaines personnes originaires de la Côte d'Ivoire

Modification du 27 octobre 2011

Le Département fédéral des affaires étrangères,

vu l'art. 6 de l'ordonnance du 19 janvier 2011 instituant des mesures à l'encontre de certaines personnes originaires de la Côte d'Ivoire¹,

arrête:

I

L'annexe de l'ordonnance du 19 janvier 2011 instituant des mesures à l'encontre de certaines personnes originaires de la Côte d'Ivoire est modifiée comme suit:

A. Personnes physiques

Les inscriptions suivantes sont radiées:

19. M. Yao N'Dré

Né le 29 décembre 1956.

Président du Conseil Constitutionnel: obstruction aux processus de paix et de réconciliation, refus du résultat de l'élection présidentielle; personnalité refusant de se placer sous l'autorité du Président démocratiquement élu.

52. M. Timothée Ahoua N'Guetta

Né le 25 avril 1931 à Aboisso; numéro de passeport: PD-AE/084FK10 (date d'expiration 20 octobre 2013)

Membre du Conseil constitutionnel: obstruction aux processus de paix et de réconciliation, refus du résultat de l'élection présidentielle; personnalité refusant de se placer sous l'autorité du Président démocratiquement élu.

54. M. Bruno Walé Ekpo

Membre du Conseil constitutionnel: obstruction aux processus de paix et de réconciliation, refus du résultat de l'élection présidentielle; personnalité refusant de se placer sous l'autorité du Président démocratiquement élu.

55. M. Félix Tano Kouakou

Né le 12 mars 1959 à Ouelle; numéro de passeport: PD-AE/091FD05 (date d'expiration 13 mai 2010)

Membre du Conseil constitutionnel: obstruction aux processus de paix et de réconciliation, refus du résultat de l'élection présidentielle; personnalité refusant de se placer sous l'autorité du Président démocratiquement élu.

¹ RS 946.231.128.9

56. Mme Hortense Kouassi Angoran

Membre du Conseil constitutionnel: obstruction aux processus de paix et de réconciliation, refus du résultat de l'élection présidentielle; personnalité refusant de se placer sous l'autorité du Président démocratiquement élu.

57. Mme Joséphine Suzanne Touré

Née le 28 février 1972 à Abidjan; numéros de passeports: PD-AE/032GL12 (date d'expiration 7 décembre 2012); 08AA62264 (date d'expiration 6 avril 2014)

Membre du Conseil constitutionnel: obstruction aux processus de paix et de réconciliation, refus du résultat de l'élection présidentielle; personnalité refusant de se placer sous l'autorité du Président démocratiquement élu.

70. Général de Corps d'Armée Philippe Mangou

Chef d'Etat Major des Armées: obstruction aux processus de paix et de réconciliation; responsable de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en Côte d'Ivoire; personnalité militaire refusant de se placer sous l'autorité du Président démocratiquement élu.

78. Général de Corps d'Armée Kassaraté Edouard Tiapé

Commandant supérieur de la Gendarmerie: obstruction aux processus de paix et de réconciliation; responsable de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en Côte d'Ivoire; personnalité militaire refusant de se placer sous l'autorité du Président démocratiquement élu.

II

La présente modification entre en vigueur le 31 octobre 2011.²

27 octobre 2011

Département fédéral des affaires étrangères:

Micheline Calmy-Rey

² La présente ordonnance a été publiée le 28 oct. 2011 selon la procédure extraordinaire (art. 7, al. 3, LPubl; RS **170.512**).